



Membre de la plateforme
de l'Agence des Droits Fondamentaux
de l'Union Européenne

Mesdames, Messieurs,

Nantes le 1 octobre 2011

COMMUNIQUÉ de PRESSE

Tél : 06 62 71 42 48

VALLÉE-D'AOSTE (ITALIE), Le IIIème FESTIVAL DES PEUPLES MINORITAIRES :

Invitée d'Honneur l'année dernière, la Bretagne était à nouveau sollicitée pour participer au 3^{ème} festival des peuples minoritaires à AOSTE, les 8, 9 et 10 septembre 2011.

Une délégation bretonne, dont un membre de BRETAGNE RÉUNIE, a pu découvrir la politique culturelle et linguistique de la Région Autonome de la Vallée-d'Aoste et rencontrer l'Assesseur à l'éducation et la culture.

La comparaison entre les politiques dans ces domaines n'a pas manqué de susciter l'admiration des Bretons.

L'Assesseur a pu en effet rappeler que pendant 23 ans, de 1923 à 1941 la Vallée d'Aoste a subi une politique d'assimilation forcée menée par les fascistes et que le gouvernement de Mussolini a favorisé une politique de minorisation des Valdôtains par l'apport de nombreux fonctionnaires chargés de noyauter le caractère ethnique de la population.

A la libération, avec l'aide du général de Gaulle, la Vallée a pu obtenir un statut de région autonome auprès de Rome.

Aujourd'hui la Région s'est engagée dans une politique culturelle dite de « RESTITUTION », où la population est invitée à participer aux activités de recherche, de sauvegarde et de conservation du patrimoine, les autorités se donnant pour objectif de mettre en oeuvre les politiques de valorisation du patrimoine matériel et immatériel.

Difficile d'expliquer qu'en Bretagne et plus particulièrement en Pays Nantais, nous sommes toujours à la période noire de la Vallée d'Aoste, puisque nous subissons une politique culturelle de « DÉPOSSESSION » notamment auprès de la jeunesse.

En réalité en rencontrant les Frioulans, et les habitants du Trentin-Haut-Adige on ne peut que constater que malgré les découpages administratifs artificiels dans lesquels ils ont été intégrés, ils bénéficient de législation nationale et régionale protectrices de leur identité et de leur dignité, ce qui est à l'opposé de la politique menée par la collectivité territoriale dite des « Pays de la Loire » avec la création de l'homme nouveau : le « Liger-arien ».

Ce n'est pas en effet les quelque 100.000 euros versés aux associations culturelles bretonnes de Loire-Atlantique qui masquent le génocide culturel mené par les décideurs politiques locaux.